



Lettre n° 194 du 6 juin 2021

Au sommaire :

- **Contre la montée des forces réactionnaires, contre la dictature de la finance, la mobilisation démocratique et révolutionnaire des travailleurs** - Bruno Bajou
- **L'élection présidentielle, le mouvement révolutionnaire et le NPA** - Yvan Lemaître

Contre la montée des forces réactionnaires, contre la dictature de la finance, la mobilisation démocratique et révolutionnaire des travailleurs

Des tribunes de généraux brandissant la menace d'une intervention de l'armée pour rétablir l'ordre, une manifestation de policiers, soutenue par Darmanin, accusant la justice de laxisme, une campagne du gouvernement contre « les islamo-gauchistes » alors que, de la loi sécurité globale à la loi sur le séparatisme, il multiplie les attaques liberticides dans un climat de surenchères réactionnaires avec l'extrême droite... , le climat politique de plus en plus nauséabond pèse et exerce sa pression sur toute la vie sociale et politique. Alors que les sondages donnent le RN en tête dans plusieurs régions et que l'hypothèse d'une victoire de Le Pen à l'élection présidentielle n'est plus à écarter, désarroi, inquiétude gagnent une large fraction du monde du travail et suscitent bien des interrogations sur les réponses à apporter pour enrayer la logique délétère en route.

Face à ce danger réel, l'envie de réagir se manifeste à travers de multiples initiatives. Comme samedi dernier à Paris, avec la manifestation à l'issue du procès en appel des assassins d'extrême droite du jeune militant antifasciste Clément Méric, et ce même jour la manifestation à Nice « *Toutes aux frontières* » pour dénoncer le durcissement des politiques migratoires.

Manifestation du 12 Juin, ne pas se laisser enfermer dans le carcan institutionnel

Dans ce contexte, si on ne peut qu'être solidaire et partie prenante de la manifestation du 12 juin, « *Pour les libertés, contre les idées d'extrême droite* », cet appel très large qui regroupe des syndicats (CGT, FSU, Solidaires, UNEF, FIDL, etc.), de nombreuses associations et collectifs (ATTAC, LDH, ...) et des partis politiques dont le NPA mais

aussi la FI, Génération.s, est loin de répondre aux enjeux de la situation.

L'appel au 12 se termine par la formulation pour le moins neutre : « *nous ressentons toutes et tous l'urgence de construire une réponse forte et unitaire qui dessine l'alliance des libertés, du travail et d'un avenir durable* ». Formulation fourre-tout qui permet de justifier toute sorte d'unité, de front Republicain, au nom de la nécessité de l'unité contre un RN identifié au fascisme, sans discuter des enjeux du combat à mener face à cette offensive des forces réactionnaires.

Le mythe mensonger d'un Front Republicain qui unirait tous les partis respectueux des valeurs démocratiques et des institutions républicaines dans une « *sainte alliance* » contre le RN et l'extrême droite a fait long feu depuis longtemps... Pas plus les votes pour les partis de la gauche gouvernementale, que le vote Chirac en 2002 ou le vote Macron en 2017 n'ont ralenti la progression du RN, ni la diffusion des idées d'extrême droite et encore moins la mise en place des politiques anti-sociales et de plus en plus sécuritaires, par tous les gouvernements de droite comme de gauche qui se sont succédé depuis des décennies.

Les politiciens d'extrême droite et de droite extrême qui sont aujourd'hui en concurrence entre eux et avec LREM en rajoutent dans les surenchères sécuritaires et racistes pour flatter toutes les peurs, mais fondamentalement ils ne postulent qu'à mener et poursuivre la même politique au service des classes dominantes, les mêmes attaques contre les droits sociaux et les libertés démocratiques.

Quant au PS, au PCF et à EELV, qui tous appellent à la manifestation du 12, en espérant se poser à nouveau en

rempart face à Le Pen, ils sont bien peu convaincants, eux qui, toute honte bue, n'ont pas hésité à participer à la manifestation des policiers du 19 mai en s'alignant sur la même démagogie sécuritaire réactionnaire que le gouvernement, la droite extrême et l'extrême droite... sous couvert de ne pas laisser le terrain à l'extrême droite.

Si la LFI n'a pas participé à cette surenchère sécuritaire, Mélenchon dénonçant les « *factieux* », reflets de l'infiltration de l'extrême droite au sein de l'armée comme de la police, c'est au nom des valeurs de la République, de son attachement à une police, une armée républicaines, garantes des droits démocratiques. Parce que la LFI n'a d'autre horizon que les élections pour prendre toute sa place dans le jeu parlementaire, elle idéalise cette République et ses institutions... comme si elles n'étaient pas, justement, un des instruments de cette montée des forces réactionnaires.

Face à cette menace bien réelle, l'inquiétude est largement partagée dans les milieux militants avec la conscience qu'il faudra lui opposer la solidarité et la mobilisation du monde du travail. Mais cela implique de lever bien des ambiguïtés et de poser les problèmes de fond, sans les masquer au nom de la recherche d'une unité qui reste prisonnière du cadre institutionnel républicain !

Le danger de l'extrême droite n'est pas une question à part qui justifierait une réponse spécifique contre le RN et les groupes d'extrême droite, une unité de principe avec des partis politiques qui hier, aujourd'hui comme demain n'ont d'autres objectifs que de revenir aux affaires en se soumettant à la défense des intérêts des classes dominantes.

C'est la limite de l'objectif de l'appel unitaire de 28 organisations des Pyrénées-Orientales (syndicats, associations, partis politiques) contre le congrès du RN les 3 et 4 juillet prochain à Perpignan, auquel le NPA s'associe. Si « *l'extrême droite représente un danger mortel* » comme le souligne cet appel, ce danger n'est pas déconnecté des bouleversements du monde en cours.

C'est un danger réel qui bien au-delà des élections à venir et du congrès du RN ne peut être compris que dans le cadre de la lutte des classes, d'une montée de forces réactionnaires qui est le produit de la décomposition sociale et politique.

La montée des forces réactionnaires, conséquence de la faillite du capitalisme et de l'exacerbation de la lutte des classes

La montée des forces réactionnaires en France comme un peu partout à travers le monde, est la conséquence de la faillite du capitalisme et de la volonté des classes dominantes non seulement de continuer à faire tourner la machine à profit « *quoi qu'il en coûte* », mais aussi de leur réflexe de classe minoritaire dominante pour se préparer à faire face aux inévitables explosions sociales qui ont commencé et ne peuvent que prendre de l'ampleur dans les mois à venir.

La pandémie de la Covid-19 n'a fait que révéler et aggraver cette faillite du capitalisme mondialisé, qui ne peut que continuer à s'aggraver, rendant la situation de plus en plus insupportable pour les 99 %, les premiers de corvées qui doivent subir le parasitisme des 1 %, de cette minorité de financiers prêt à tout sacrifier pour la course aux profits.

Tous les partis qui se sont relayés au pouvoir tout au long des 40 dernières années se sont mis au service d'une offensive globale des classes dominantes pour remettre en cause les droits sociaux. C'est cette offensive qui a préparé le terrain au renforcement de l'extrême droite et des préjugés réactionnaires qu'elle véhicule mais qui aujourd'hui sont repris de plus en plus ouvertement par les différents partis, de droite comme de gauche. Et plus la crise globale du capitalisme se renforce plus les classes dominantes et les politiciens à leur service s'appuient sur ces idées réactionnaires pour justifier les inégalités, l'oppression, l'exploitation, contribuant à les renforcer et les banaliser.

Pour maintenir l'ordre social au sein d'une société ravagée par le chômage, la précarité, la misère, qui nourrissent les tensions, le désespoir, la violence, les classes dominantes sont prêtes à mobiliser toutes les forces réactionnaires. En premier lieu en utilisant ces outils de la violence d'État que sont les forces de répression déjà existantes, la police et l'armée, qui de par leur fonction sont déjà largement gangrenées par les idées réactionnaires.

Mais elles sont aussi prêtes si nécessaire à utiliser toutes les forces supplétives qui se nourrissent de ces idéologies d'extrême droite qui permettent de diviser, de dresser les victimes de leur politique les unes contre les autres en jouant de toutes les peurs, en s'appuyant sur tous les préjugés réactionnaires, sécuritaires, racistes, sexistes.

Face au danger de l'extrême droite, la démocratie et la liberté sont entre les mains du monde du travail

Face à la menace de l'extrême droite, à la montée des forces réactionnaires qui tentent de nous diviser pour poursuivre l'offensive des classes dominantes, il n'y a pas d'autre voie que d'engager la lutte pour défendre nos propres intérêts, ceux de l'ensemble du monde du travail, de la jeunesse.

Le combat contre ce danger mortel s'inscrit dans le combat global contre le capitalisme, contre les classes dominantes et les politiciens à leur service. C'est un combat qui ne peut être mené qu'en toute indépendance des institutions de cette République et donc de tous les partis de droite comme de gauche qui se drapent dans les valeurs républicaines pour essayer de faire taire toute forme de contestation.

Cela nécessite d'œuvrer à l'unité de notre classe en lui donnant une perspective pour ses luttes, contre les tentatives de dévoiement sur le terrain institutionnel.

Reconstruire le mouvement ouvrier, c'est tourner le dos à toutes les opérations de recomposition de cette gauche,

parlementaire ou syndicale, qui est incapable d'apporter des réponses à la faillite du capitalisme, parce qu'elle n'envisage pas de solutions hors du cadre institutionnel. Cela veut dire tout au contraire, rompre avec les illusions parlementaires, pour renouer avec la lutte des classes, le combat des exploité-e-s et des opprimé-e-s qui ne comptent que sur eux-mêmes, sur leur capacité à s'organiser et à se mobiliser pour imposer leur contrôle sur l'économie et la société, jusqu'à la conquête du pouvoir pour réorganiser l'économie.

C'est un combat social et politique global qui s'inscrit dans la compréhension des bouleversements en cours, en prenant la mesure que les ravages entraînés par la faillite

du capitalisme mondialisé sont porteurs de dangers liés à cette montée des forces réactionnaires mais aussi et surtout de révoltes, de mobilisations de l'ensemble des exploité-e-s et des opprimé-e-s à travers le monde.

C'est en donnant à cette révolte qui éclate à travers le monde, la perspective d'un combat social et politique global contre le pouvoir des classes dominantes que se construira le front unitaire contre la montée des forces réactionnaires pour renouer avec la perspective d'une transformation révolutionnaire de l'ensemble de la société, le socialisme.

Bruno Bajou

L'élection présidentielle, le mouvement révolutionnaire et le NPA

Alors que les régionales se déroulent dans une grande indifférence, le monde politique s'agite à la perspective de la présidentielle dans la même indifférence si ce n'est une profonde inquiétude face à la menace de Le Pen et le malaise général que suscite l'offensive réactionnaire orchestrée par les partis institutionnels avec la collaboration active des médias.

Rien de bon du point de vue des classes exploitées ne pourra sortir de cette mascarade qui agite les pantins que la bourgeoisie finance pour assurer le service après-vente de sa politique contre le monde du travail. Ceci dit, toutes celles et ceux qui veulent changer le monde, défendre les droits des exploités, des couches populaires, ont tout intérêt à s'y inviter pour faire entendre une voix subversive, contestataire, une voix de classe, celles des travailleurs, de la lutte pour renverser ce système d'exploitation et d'oppression. L'ampleur des bouleversements en cours tant du point de vue de l'économie capitaliste, des politiques de l'oligarchie financière et des États qui la servent que de l'évolution des consciences de celles et ceux qui en sont les victimes, la décomposition de la gauche tant syndicale que politique incapable de rompre avec le système et ses institutions alors que s'annoncent de profonds mouvements de révolte rendent l'intervention des révolutionnaires sur le terrain électoral indispensable.

Lutte ouvrière a annoncé la candidature de Nathalie Arthaud, Révolution Permanente !, de façon quelque peu proclamatoire, celle d'Anasse Kazib qui « se propose », par ailleurs, pour représenter le NPA qui, quant à lui, décidera de sa politique lors d'une conférence nationale qui se tiendra fin juin. La discussion est publique, elle concerne toutes celles et ceux qui sont soucieux de l'avenir du mouvement anticapitaliste et révolutionnaire et de bousculer le jeu institutionnel pour y faire entendre la voix des travailleurs.

L'impérieuse nécessité de rassembler nos forces

Nous pouvons tous le constater, il y a un profond décalage entre le mécontentement, la colère qui remonte de

partout et la capacité du mouvement révolutionnaire à l'exprimer, la porter, lui donner une perspective qui ne se limite pas à une réponse syndicale radicale ou à des proclamations communistes révolutionnaires sans écho. Le décalage est particulièrement sensible au sein de la jeunesse où pourtant se développent non seulement l'inquiétude quant à son avenir mais aussi des sentiments de contestation anticapitaliste. Cette situation devrait nous interroger sur les faiblesses collectives du mouvement trotskiste dont les divisions, les rivalités fractionnelles sont une des manifestations les plus évidentes et... peu attractives.

Lutte ouvrière pense échapper à cette logique en ayant réussi à maintenir une organisation efficace capable d'être présente dans tout le pays aux régionales, expression de ses capacités militantes et de sa cohésion politique, de son implantation sur les lieux de travail. Cela justifie auprès de bon nombre de ses militant.e.s son monolithisme ainsi que son attitude distante si ce n'est sectaire à l'égard des autres courants sans s'interroger sur son propre rôle tant dans le passé au lendemain du mouvement de décembre 95 qui venait après l'élection présidentielle de 95, que, plus récemment, lors de la fondation du NPA auquel elle a refusé dédaigneusement de participer. Au point que la sympathie qu'avait su conquérir LO à travers sa politique de classe indépendante de la gauche institutionnelle, de son ouverture en particulier dans ses relations avec la LCR, politique dont Arlette était la porte-parole, a cédé la place à une image peu attirante. Et les certitudes ou le dédain des autres ne protègent pas des évolutions politiques pas plus que les discours sur « le recul ». LO ainsi que l'ensemble du mouvement révolutionnaire sont face à eux-mêmes, aux occasions manquées, ils ne pourront pas échapper à l'épreuve des faits.

Le NPA, un cas d'école ou comment implorer dans les logiques fractionnelles

De ce point de vue, indiscutablement, le NPA constitue un cas d'école où peuvent s'analyser les effets délétères de la lutte et des rivalités fractionnelles. Les huit derniers mois

en sont un concentré. En juillet dernier lors du Conseil politique national, la « *majorité de travail* » de la direction, membre de la section française de la IV, a déclaré la guerre à toutes les autres fractions et tendances, expliquant que « *Ça ne peut plus durer !* ». Le même jour, elle votait une motion que nous avions proposée décidant de travailler collectivement, toutes tendances et fractions associées, à un document définissant une compréhension collective de la période et des tâches, ce qui nous rassemble dans la même organisation. Un vote auquel elle n'a donné aucune suite comme l'ensemble des fractions, aucune ne souhaitant ni n'acceptant, dans les faits, une discussion ouverte, publique permettant de définir les accords comme les divergences, engageant des rapports démocratiques vivants. Au lieu de cela, ce sont les rapports de force entre fractions qui se sont amplifiés. L'état d'esprit est tellement dominé par les intérêts et calculs de chapelle qu'un tel désaveu de soi-même n'a choqué personne.

Depuis, le processus d'implosion-explosion s'est accéléré, les tensions aggravées même si les velléités de scission de la majorité ont été mises en échec, contrainte d'accepter un congrès et une CN pour discuter de la présidentielle. La logique fractionnelle a été accentuée par l'offensive menée par la majorité pour engager une politique d'alliance avec LFI aux régionales organisant une scission de fait en Aquitaine d'une minorité de camarades autour de Philippe Poutou. Le CCR qui, par ailleurs, avait participé à la première alliance avec LFI pour les municipales à Bordeaux, a saisi l'occasion pour passer à l'offensive et annoncer publiquement la candidature d'Anasse à la présidentielle hors du cadre de discussion collective. L'hostilité ciblée contre le CCR, déclaré « *de fait hors du parti* », s'est substitué à l'hostilité contre les fractions...

Contre toute politique de scission ou d'exclusion

Le NPA se trouve à la croisée des chemins, poursuivre la logique destructrice des luttes fractionnelles ou rompre avec elle. La conférence nationale sur la présidentielle en est l'occasion si elle permet de rattraper le temps perdu en étant le cadre d'un débat pour travailler à définir ce qui nous rassemble et discuter de la ou le candidat.e la ou le mieux à même de le porter dans la bataille électorale. Il semble évident pour tout esprit libre de préoccupations fractionnelles qu'un tel défi suppose de l'ensemble des camarades du NPA un sens des responsabilités suffisant pour faire passer ce qui nous rassemble avant les divergences en débat. Contrairement à ce qu'ont déclaré les camarades de la fraction de la IV, le Regroupement des 3-4 octobre, cette conférence ne saurait en aucun cas être l'occasion d'exclure, de fait, les camarades de Révolution permanente ! (CCR). Nous combattons toute politique de scission ou d'exclusion tant celle de la direction que celle du CCR. Il est clair que nous ne pourrions participer à la bataille de la présidentielle que si nous sommes capables de surmonter la crise interne du NPA, donc que les ca-

marades du Regroupement abdiquent sans ambiguïté de leur politique de scission ou d'exclusion.

Il faut stopper les logiques délétères en cours, tourner la page, œuvrer ensemble à définir les axes politiques qui nous rassemblent et choisir le ou la candidat.e le ou la mieux à même de les porter en dépassant les divergences et les rivalités fractionnelles pour mener une campagne afin de faire entendre la voix des travailleur.es en toute indépendance de la gauche institutionnelle, mener une campagne pour le contrôle des travailleur.ses et de la population sur la marche de la société, le socialisme.

Il est beaucoup question de « sauver le NPA », nous partageons bien sûr cette préoccupation. Mais sauver le NPA, lui donner une nouvelle dynamique répondant aux besoins de la période, ce n'est pas sauver un micro appareil au sein duquel des fractions auraient trouvé leurs intérêts, c'est préserver, renforcer ce dont le NPA est l'expression, une politique de rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires qui vise à dépasser les divisions et les clivages hérités de l'histoire du mouvement révolutionnaire, trotskyste en particulier.

Une politique d'indépendance de classe, le camp des travailleurs

Cette politique est au cœur même de la situation, de nos tâches, qui sont d'apporter une réponse de classe, démocratique et révolutionnaire, à la décomposition de la gauche, à la paralysie syndicale en avançant une perspective en totale indépendance des institutions politiques, parlementaires ou cadre du dialogue social.

De ce point de vue, il est impossible d'aborder la question de l'intervention des révolutionnaires dans la campagne de la présidentielle sans avoir une attitude, une démarche vis-à-vis de la candidature de Lutte ouvrière. Nous avons une politique d'unité des révolutionnaires, ce qui veut dire s'adresser à LO. A l'alliance avec les réformistes ou à l'effacement devant les réformistes nous opposons l'unité des révolutionnaires.

En conséquence, et ce n'est pas une question de casting mais d'orientation politique, notre politique ne peut être représentée et défendue par une ou un candidat ayant porté au sein même du NPA une politique de scission pour mener une politique d'alliance avec LFI. Si tant est qu'une telle candidature, celle de Philippe Poutou proposée par la majorité ne soit autre chose qu'une simple illusion à laquelle nous prépare l'autre texte issu du regroupement, une campagne sans candidat ! « La campagne sans candidat » laisse le terrain à Jean-Luc Mélenchon.

Notre campagne ne peut servir une politique d'alliance avec les réformistes ou de suivisme. Et c'est bien cette dépendance de la gauche dite radicale qui provoque les tensions fortes et ont mûri la crise actuelle. Ce sont ces ambiguïtés, la difficulté à se penser et à agir comme parti de classe indépendant de la gauche réformiste, sociale-démocrate ou stalinienne, qui alimentent dans l'extrême gauche et le mouvement révolutionnaire depuis des décennies les divisions et l'esprit fractionnel.

Le rassemblement du mouvement révolutionnaire ne pourra s'opérer que sur les bases d'indépendance de classe et d'une démocratie interne vivante.

Prendre en compte la nouvelle période, mettre au cœur de notre campagne le contrôle des travailleurs et de la population sur la marche de la société

L'axe politique de notre campagne ne saurait se limiter au slogan « refuser de payer les frais de la crise », quelques mesures d'urgence et une propagande générale sur le pouvoir des travailleurs comme le proposent d'autres camarades.

Nous sommes, l'humanité est confrontée à la faillite globalisée du capitalisme révélée et aggravée par la pandémie, une impasse historique. Notre programme est déterminé par notre analyse, c'est une seule et même démarche.

Sans revenir ici sur la situation sociale, économique, sanitaire ou écologique, l'absurdité criminelle de leur système éclate au grand jour et suscite dans le monde de puissants mouvements de révolte. Ils sont porteurs de bouleversements révolutionnaires, la campagne des révolutionnaires devrait s'inscrire dans cette perspective, changer le monde maintenant. Il n'y a pas de réponse partielle ou dans le cadre du système à la question sociale, écologique dont la pandémie est une expression, démocratique.

Notre axe, c'est défendre les réponses du mouvement ouvrier : toute réponse à cette faillite passe par la remise en cause de la politique du capital, de ce qui la détermine, la course au profit, la propriété capitaliste, ce qui passe par le contrôle des travailleurs sur la marche de l'économie et de la société posant la question du pouvoir, de la conquête de la démocratie pour contrôler, décider, diriger. Une démarche internationaliste non seulement au sens de la solidarité mais au sens où ce mouvement de contestation de la domination du capital est, par nature, international, aujourd'hui comme jamais dans l'histoire.

Contre l'offensive du bloc réactionnaire, une réponse de classe à la faillite du capitalisme

La montée des idées réactionnaires, de la droite extrême et de l'extrême droite, la menace de la victoire de Le Pen dont les appels de militaires et les manifs de policiers sont des signes prémonitoires, répond aux besoins même des classes dominantes face au risque d'explosion sociale. Certes, le jeu politicien, les surenchères et la démagogie électorales tendent à amplifier le phénomène en étouffant avec la complicité des médias toute expression indépendante qui ne s'incline pas devant la république, l'État et sa police. Elles contribuent à donner une réalité au bloc réactionnaire qui ne correspond pas à l'opinion dominante au sein du monde du travail.

Néanmoins le phénomène est profond et se nourrit du désespoir de larges fractions des classes populaires, du monde du travail sans perspectives, instrumentalisé par les classes dominantes et leurs larbins intellectuels, eux-mêmes pris de peur devant l'effondrement annoncé de

leur ordre social pourri, corrompu, historiquement dépassé, voué à disparaître pour laisser la place à un ordre social solidaire fondé sur la coopération.

La montée réactionnaire participe de l'exacerbation des tensions de classes, l'on ne peut y répondre que par les méthodes de la lutte de classes en aidant les travailleurs à s'organiser loin du dialogue social et des luttes parlementaires pour défendre leur droit et l'avenir de la société.

Répondre à l'offensive réactionnaire du vieux monde est un combat social et politique global pour montrer et rendre crédible une perspective progressiste, démocratique en réponse à la décomposition sociale et politique engendrée par la politique de la classe dominante, la lutte pour la transformation révolutionnaire de la société, le socialisme.

Faire entendre la voix des travailleurs, une voix démocratique et révolutionnaire

Aussi difficile que soit le contexte actuel, il peut évoluer vite et nous avons tout lieu de penser que les mois à venir seront riches en retournements face à la politique des classes dominantes qui exercent une pression croissante contre la population alors que s'amplifie la menace d'un krach financier, d'une récession économique majeure. C'est au regard de ces échéances lourdes de dangers mais aussi de possibilités que nous devons penser notre politique, prendre nos responsabilités. Dans ce contexte, un.e candidat.e du NPA rencontrer un réel écho, une sympathie utile à l'ensemble du mouvement, contribuer au rassemblement de nos forces, contribuer à construire la contre-offensive du monde du travail. Notre politique vise à être utile à notre camp social.

L'enjeu de la discussion qui s'ouvre est d'en créer les conditions pour rassembler le NPA sur des axes qui répondent à la période tout en ayant une politique vis à vis du mouvement révolutionnaire et en particulier LO. Les camarades qui ont été les maîtres d'œuvre de l'alliance électorale avec LFI ne peuvent, de façon crédible, porter cette orientation. Par contre, dans le contexte de balkanisation du NPA, Olivier Besancenot, qui n'a pas cette image, et quels que puissent être nos désaccords, entouré d'une équipe de porte-parole représentant l'ensemble des sensibilités du NPA, pourrait être une réponse qui nous permettrait de venir perturber la campagne officielle et institutionnelle et rencontrer un large écho.

A défaut, il sera bien difficile de dégager un ou une autre candidat.e capable de rassembler le parti et de créer la dynamique nécessaire mais si cette possibilité nouvelle se dégage majoritairement de la CN du NPA, nous en serions pleinement partie prenante. Si le NPA ne parvenait pas à surmonter ses divisions pour se rassembler sur un programme et un candidat, loin de reprendre l'idée d'une campagne sans candidat qui laisse la porte ouverte au vote Mélenchon, nous soutiendrons, quels que puissent être nos désaccords, la seule candidate qui se situe dans le camp des travailleurs et des luttes, Nathalie Arthaud.

Yvan Lemaitre